



L'Ukraine devra répondre pour ses crimes contre les civils

Par [Mikhail Gamandiy-Egorov](#)

Analyses: [Ukraine](#)

Mondialisation.ca, 11 novembre 2021

[Observateur continental](#)

Alors que des centaines de victimes de l'agression ukrainienne ont été retrouvées dans des fosses communes dans le Donbass, la question de la responsabilité pour ces crimes représente un sujet de première importance. Tout porte à croire qu'avec le temps la justice se fera inévitablement.

La ville de Lougansk a accueilli le 2 novembre dernier le Forum international appelé «Les plaies non-cicatrisantes du Donbass», durant lequel ont été résumés les premiers résultats de la recherche des charniers des victimes de l'agression ukrainienne, ainsi que leur identification et la perpétuation de la mémoire, tout comme la poursuite des recherches des personnes disparues.

Les dirigeants des républiques autoproclamées du Donbass (RPD et RPL), les représentants du parquet, des personnalités publiques et des journalistes, y compris étrangers, ont participé à cet événement. Tous les sujets qui ont été abordés et discutés dans le cadre dudit forum étaient fermement liés à la question de l'inévitabilité des mesures punitives à l'encontre des responsables des massacres commis sur le territoire du Donbass.

A cet effet, la République populaire autoproclamée de Donetsk (RPD) et la République populaire autoproclamée de Lougansk (RPL) comptent transférer tous les éléments accusatoires liés aux crimes commis par l'Ukraine contre le Donbass à la Cour européenne des droits de l'homme, ainsi qu'à la Cour pénale internationale. A l'heure actuelle, le travail se poursuit aussi bien dans l'identification des victimes, mais également dans la collecte d'informations sur les auteurs ukrainiens de ces atrocités.

Jusqu'à maintenant, 147 victimes des opérations d'agression de l'armée ukrainienne et des bataillons punitifs d'obédience néonazie ont été récupérées des fosses communes en République populaire de Donetsk et 267 victimes en République populaire de Lougansk. L'examen initial des corps et des restes de vêtements des personnes tuées prouve qu'il s'agit bien de civils – massacrés durant la période été-automne 2014, à la suite de l'agression du régime kiévien contre les républiques autoproclamées du Donbass.

Toutes les victimes font partie d'une terrible histoire de crimes commis par l'Ukraine post-Maïdan dans le Donbass, avec l'utilisation de moyens et de méthodes interdits y compris en période de conflit armé – ne s'arrêtant devant rien. Les habitants, les biens civils comme les écoles, les jardins d'enfants, hôpitaux, internats pour les vétérans de guerre et les personnes handicapées – tous représentaient des cibles «privilegiées» pour les opérations punitives menées par les forces affiliées au régime de Kiev.

Le chef de la République populaire autoproclamée de Donetsk, Denis Pouchiline, a souligné l'importance du travail en cours. Pour lui – un nouveau Nuremberg attend tous les complices du régime néonazi kiévien. De son côté Léonid Passetchnik – chef de la République autoproclamée populaire de Lougansk est convaincu que le temps viendra et tous les auteurs des crimes commis par l'Ukraine sur le territoire du Donbass seront traduits devant la justice. Pour lui, il est également important de montrer à l'ensemble de la communauté mondiale l'ampleur, l'énormité et l'inhumanité des crimes ayant été commis par des formations armées ukrainiennes contre les civils du Donbass. En ajoutant que «nous nous souvenons vraiment bien de notre histoire et que la mort d'aucun habitant du Donbass ne sera pardonné».

Cette réalité [confirme](#) nos prévisions quant à l'impossibilité d'une quelconque réconciliation entre les populations des Républiques populaires du Donbass et le régime pro-occidental ukrainien. Il serait d'ailleurs certainement important de rajouter qu'au-delà des responsabilités face aux crimes commis sur la terre du Donbass, désormais et de-facto indépendante, les auteurs de nombreux autres crimes commis à d'autres endroits du territoire ukrainien devront également être jugés. La ville d'Odessa et les personnes qui y ont été brûlées vives en mai 2014 en représentent l'un de ces exemples.

Une fois de plus et face aux agissements ukrainiens, tout comme de leurs mentors otanesques occidentaux, rêvant d'une énième large campagne d'agression contre le Donbass, il est plus que jamais important de se rappeler que les nazis durant leur occupation de territoires soviétiques, y compris même après la bataille décisive de Stalingrad, avaient également de nombreux projets quant à la relance de campagnes à grande échelle contre le peuple multiethnique de l'URSS et de son éradication. La suite – tout le monde la connaît. La prise de Berlin et le drapeau rouge flottant sur le Reichstag, symbolisant la victoire du peuple multiethnique soviétique et de toute l'humanité sur la peste brune nazie.

Aujourd'hui le régime installé à Kiev est aux abois. Marasme économique, aucune perspective de développement digne de ce nom, et des mentors atlantistes aux commandes incapables d'y changer quoi que ce soit. D'ailleurs et dans le pur esprit libéral occidental – ne le souhaitant pas. D'où le rêve de pouvoir écraser la résistance du Donbass, y compris s'il fallait pour cela éradiquer toute la population qui y vit. Le souci, c'est que toute opération éventuelle allant dans cette direction deviendra par la même occasion une opportunité de premier plan pour libérer les autres territoires dont les aspirations suite au putsch du Maïdan ont été écrasées, y compris dans le sang. Y compris même Kiev. Car faut-il le rappeler, même dans cette ville historique de première importance pour l'histoire russe – nombreuses sont les personnes qui attendent la fin de l'ère du pur marasme à la sauce pro-occidentale.

Mikhail Gamandiy-Egorov

La source originale de cet article est [Observateur continental](#)
Copyright © [Mikhail Gamandiy-Egorov](#), [Observateur continental](#), 2021

Articles Par : **Mikhail
Gamandiy-Egorov**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca